SOS administratif.ives en détresse !

Vos réponses au questionnaire sur la qualité des conditions de travail des agents administratif.ives

Suite à de nombreux signalements de collègues relatifs aux conditions de travail, la CGT éduc'action a lancé une grande enquête auprès des personnels administratif.ives de l'éducation nationale.

Nous avons recueilli 3770 réponses et nous tenons à remercier les collègues pour leur contribution.

Nous constatons une participation assez fidèle à la répartition des 3 catégories de la filière AENES en relevant 52% participant.es de catégories C, 30% de catégorie B et 18% de catégorie A.

L'analyse des données fait apparaître une claire dégradation des conditions de travail et une pénibilité accrue pour les personnels administratifs.

Une détérioration générale des conditions de travail avérée.

61% des répondant.es constatent une dégradation de leurs conditions de travail.

Les politiques d'austérité et de restrictions budgétaires ont un impact sur notre quotidien au travail et cette première donnée de l'enquête le reflète. Ajoutons **qu'un tiers des participant.es à l'enquête pense demander sa mutation à cause des conditions de travail !**

Un environnement sous doté en moyens humains !

54% des répondant.es estime que dans leur service les effectifs ne sont pas suffisants pour la charge de travail.

Ce constat indiscutable est à lier avec les **85% de répondant.es ayant l'impression de régler les problèmes qui se présentent dans l'urgence.**

Une charge de travail de plus en plus importante avec des effectifs réduits qui poussent les collègues au surtravail et à ses conséquences sur la santé. Ainsi **72% des répondant.es affirment faire des heures supplémentaires dont 25% plus de 4h par semaine !** Rappelons que ces heures ne sont pas payées et parfois non récupérables, surtout en période de forte activité !

Manque de reconnaissance et environnement oppressant.

55% des répondant.es estime subir un déni de leur travail, quand 49% affirme avoir déjà été soumis.e à un comportement méprisant. Notons qu'une dégradation des conditions de travail en général a des conséquences sur les relations entre agent.es et a tendance à tendre les rapports hiérarchiques. La pression quotidienne pour tenir des objectifs toujours plus difficiles à atteindre avec des moyens insuffisants touche la santé des personnels et 28% des enquêté.es disent avoir eu un arrêt maladie en lien avec le travail quand 58% constate que le travail a des liens sur la vie privée.

68% des enquêté.es affirme recevoir des injonctions contradictoires.

Le manque de temps pour organiser convenablement les services amène à ce résultat. Dégager du temps pour la rédaction de procédures claires et accessibles permettrait de travailler plus efficacement et sereinement. Aujourd'hui, nous sommes contraints d'avant tout répondre à des objectifs quantifiables avec le moins de moyens possibles, au détriment du travail de qualité.

L'important pour la hiérarchie étant de pouvoir cocher les cases des objectifs remplis, et peu importe la qualité de service rendu et les conséquences sur la santé des personnels !

Retenons que 69% des participant.es à l'enquête affirment faire des choses qu'ils désapprouvent alors que 99% pense que leur travail est utile aux autres, démontrant par là le sens du service public des agent.es et de leurs missions.

49% des répondant.es disent déjà être rentré.es du travail en ressentant une forte colère ou envie de pleurer.

Nous ne pouvons en rester au constat, agissons !

Des personnels d'établissement et en relation avec le public en première ligne.

81% des répondant.es constatent que le public est de plus en plus difficile quand 73% estiment que les relations élèves/adultes se sont dégradées et 81% soulignent une dégradation des conditions sociales des élèves.

30%, soit pratiquement 1000 personnes répondantes ont été menacées verbalement et 231 physiquement.

Les usagers s'en prennent souvent à l'institution car celle-ci est incapable de remplir correctement sa mission de service public. La manifestation du mécontentement s'effectue par l'intermédiaire de la première personne rencontrée, et bien sûr ce n'est pas le ministre !

Une enquête éclairante mais alarmante, réagissons !

Les résultats de l'enquête démontrent que les agent.es administratif.ives sont confronté.es à des conditions de travail de plus en plus difficiles et en souffrent.

Il est urgent que l'administration prenne les dispositions nécessaires afin de garantir la santé des agent.es.

Pourtant, la réponse du gouvernement à ce constat se matérialise par CAP2022 qui poursuit le mouvement de suppressions de postes, propose la disparition des CHSCT et le recours accru à du personnel précaire malléable.

- **Organisons nous avec la CGT éduc'action pour faire barrage à CAP 2022 !**
- **Non au fatalisme : arrêtons de subir et défendons-nous tous.tes ensemble !**
- **Pour faire respecter nos conditions de travail votez CGT lors des élections professionnelles de fin 2018 !**
- **Refusons les 120.000 suppressions d'emplois annoncés**